

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

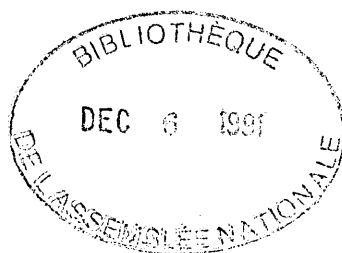
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 303
(Privé)

Loi concernant la ville de Saint-Hubert

Présentation

**Présenté par
Madame Christiane Pelchat
Député de Vachon**



**Éditeur officiel du Québec
1991**

Projet de loi 303

(Privé)

Loi concernant la ville de Saint-Hubert

ATTENDU que la ville de Saint-Hubert a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

RÈGLEMENT PORTANT REMEMBREMENT

1. La ville de Saint-Hubert peut, par règlement, remembrer des terrains compris dans le territoire décrit en annexe pour constituer, sur la base des lots originaires ou, autrement, des terres agricoles susceptibles d'exploitation véritable et continue.

2. Tout règlement portant remembrement doit décrire les terrains compris dans le périmètre de remembrement et indiquer le nom de leur propriétaire.

3. Le règlement ne peut être adopté à moins que projet de ce règlement n'ait été expédié par la ville, depuis au moins 30 jours, par courrier certifié ou recommandé, à l'adresse indiquée au rôle d'évaluation en regard du nom de chacun des propriétaires des terrains qu'il est proposé de remembrer.

4. Avant la publication qui en est faite conformément à l'article 362 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), le règlement doit être soumis à l'approbation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Le ministre peut approuver le règlement avec ou sans modification. S'il l'approuve, il en donne avis à la *Gazette officielle du Québec*. Cet avis contient une description du périmètre délimité au règlement approuvé par le ministre.

Le règlement entre en vigueur à la date de la publication de l'avis du ministre ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

5. Le règlement peut également porter interdiction d'enregistrer un acte ou de déposer un plan au bureau d'enregistrement, à l'égard d'un immeuble compris dans un périmètre de remembrement.

La ville transmet alors un avis de cette interdiction au registrateur de la division d'enregistrement et ce dernier l'affiche au bureau d'enregistrement.

La durée de l'interdiction est fixée par la ville. Elle ne peut excéder 30 jours de la date d'affichage de l'avis.

CHAPITRE II

RÉALISATION D'UN REMEMBREMENT

SECTION I

POUVOIR D'ACQUÉRIR DES TERRAINS

6. Pour réaliser un remembrement, la ville peut acquérir à l'amiable ou par expropriation tout terrain ou droit réel immobilier situé dans un périmètre de remembrement.

Elle peut, en contrepartie, offrir à son propriétaire un terrain ou un droit réel immobilier qu'elle possède dans la municipalité et qui est de valeur comparable à celle du droit qu'elle entend acquérir.

Elle peut également, lorsque l'échange pur et simple ne lui paraît pas approprié, offrir, en contrepartie, une somme d'argent en lieu ou en sus d'un terrain ou d'un droit réel immobilier.

7. Un terrain ou un droit réel immobilier acquis par la ville en application de l'article 6 s'évalue au moment où celle-ci l'acquiert; sa valeur s'établit suivant les articles 42 et 43 de la Loi sur la fiscalité municipale.

8. La ville peut acquérir ou consentir toute servitude nécessaire à la réalisation d'un remembrement, même sur un immeuble situé en dehors d'un périmètre de remembrement.

9. Sauf disposition contraire du présent chapitre, le titre II de la Loi sur l'expropriation ne s'applique pas à une expropriation prévue au deuxième alinéa de l'article 6.

SECTION II

PROCÉDURE D'ÉCHANGE

§ 1.—*Avis*

10. L'échange d'un terrain commence par l'envoi au propriétaire d'un avis d'intention par courrier certifié ou recommandé à l'adresse indiquée au rôle d'évaluation en regard du terrain mentionné dans cet avis.

L'avis doit contenir, notamment, les renseignements suivants :

1° le nom du propriétaire ;

2° la désignation cadastrale du terrain du propriétaire et la description, le cas échéant, des droits réels immobiliers expropriés ;

3° la désignation cadastrale du terrain et, le cas échéant, des droits réels immobiliers proposés en contrepartie ;

4° les délais pour présenter une opposition à la ville et pour soumettre une demande à la Chambre de l'expropriation conformément à la présente loi.

Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article 6, l'avis doit mentionner le montant que la ville offre en contrepartie.

11. Un propriétaire ou toute personne intéressée ayant des droits sur le terrain mentionné dans l'avis peut, dans les 60 jours de la date de livraison de l'avis, transmettre à la ville une opposition écrite et motivée à la contrepartie offerte par la ville.

Le propriétaire d'un terrain pour lequel la ville n'a reçu aucune opposition dans le délai mentionné au premier alinéa est réputé avoir accepté l'échange proposé et aucune réclamation ne peut ultérieurement être produite pour ce terrain.

À l'expiration de ce délai, la ville procède à l'échange avec les propriétaires des terrains pour lesquels elle n'a reçu aucune opposition.

12. Si dans le délai mentionné à l'article 10, un propriétaire ou toute personne intéressée ayant des droits sur le terrain mentionné

dans l'avis présente une opposition écrite et motivée, la ville en évalue les motifs et tente d'en venir à une entente avec ce propriétaire ou cette personne.

Si une entente a lieu, elle doit être constatée par écrit signé par les parties intéressées.

13. À défaut d'entente dans les 60 jours de l'expiration du délai pour transmettre l'avis d'opposition, le propriétaire ou la personne intéressée peut, par requête signifiée à la ville, demander à la Chambre de l'expropriation de fixer le montant de la juste contrepartie découlant de l'expropriation.

Si à l'expiration de ce délai de 60 jours aucune requête n'a été faite à la Chambre de l'expropriation, la ville peut procéder à l'échange tel que proposé à l'exproprié. Dans ce cas, aucune réclamation ne peut ultérieurement être produite pour ce terrain.

§ 2.—Transfert de propriété

14. Le transfert de propriété des terrains faisant l'objet d'un avis d'échange s'opère par l'enregistrement de cet avis.

15. Cet enregistrement met fin à toute interdiction imposée en vertu de l'article 5 à l'immeuble en cause, même s'il est fait avant l'expiration de la période fixée.

Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article 6, le transfert ne s'opère que si la ville a, avant l'enregistrement, déposé au greffe de la Cour supérieure, pour le compte de l'exproprié, une indemnité provisionnelle d'au moins 70 % de la somme d'argent qu'elle a offerte et si elle a transmis à ce dernier un avis de ce dépôt.

16. L'avis d'échange présenté pour enregistrement contient, notamment, en regard de chaque lot, les renseignements suivants:

- 1° le nom de l'ancien et du nouveau propriétaire;
- 2° la description du lot correspondant acquis ou cédé, selon le cas, par l'effet de l'échange;
- 3° le cas échéant, la mention de l'existence de tout droit réel, servitude ou autre inscription affectant un lot.

Ces renseignements peuvent être contenus sur une liste jointe à l'avis d'échange.

17. La ville transmet au registrateur de la division d'enregistrement et au ministre de l'Énergie et des Ressources une copie de l'avis fixant la période d'interdiction, imposée en vertu de l'article 5.

Le registrateur doit afficher cet avis à son bureau pendant la période d'interdiction et ne peut, dans cet intervalle, accepter pour enregistrement un acte comportant l'aliénation d'un terrain visé par l'avis.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources ne peut, durant la même période, accepter le dépôt d'un plan modifiant un lot visé par l'avis.

18. Tout enregistrement fait en contravention des articles 5 et 17 est sans effet à l'égard de la ville.

19. L'avis d'échange avec un propriétaire qui a aliéné un terrain pendant la période d'interdiction conserve son effet à l'égard de tout cessionnaire.

Après l'enregistrement d'un avis d'échange, l'une des parties peut procéder à l'enregistrement d'un acte fait pendant la période d'interdiction en déposant avec celui-ci, le cas échéant, un avis indiquant la nouvelle désignation de l'immeuble attribué par l'échange.

20. La ville transmet au propriétaire avec qui un échange est intervenu une copie ou un extrait certifié de l'avis d'échange le concernant; cette copie ou cet extrait vaut titre de propriété.

SECTION III

ÉVALUATION DE LA CONTREPARTIE

21. Lorsqu'une personne lui en fait la demande conformément à l'article 13, la Chambre de l'expropriation entend les parties et fixe la contrepartie due à l'exproprié suivant l'article 6.

22. Elle peut, à titre de contrepartie, ordonner le versement d'une somme d'argent seulement ou le versement d'une soulte.

23. Les articles 47, 48, 52, 52.1 et 68 de la Loi sur l'expropriation s'appliquent à l'instance compte tenu des adaptations nécessaires.

CHAPITRE III

EFFET D'UN REMEMBREMENT

SECTION I

DROITS ET OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES

24. À compter du transfert de propriété résultant d'un échange, les terrains qui en sont l'objet ne sont plus soumis qu'à l'exercice des droits et actions nés du chef du nouveau propriétaire.

Les droits réels, autres que les servitudes d'utilité publique, affectant les terrains faisant l'objet d'un échange s'exercent de plein droit sur ceux attribués dans l'avis d'échange sujet aux formalités de l'article 26.

25. Les mesures d'exécution prises avant le transfert de propriété sont reportées sur les terrains attribués dans l'avis d'échange.

26. Tout droit réel affectant un terrain pour lequel un avis d'échange a été déposé pour enregistrement doit, pour conserver son effet, être renouvelé sur le nouveau terrain ainsi attribué dans un délai de six mois en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil du Bas-Canada.

27. Dès le dépôt d'un avis d'échange, le registrateur expédie, par lettre recommandée ou certifiée, à chaque créancier hypothécaire ou privilégié qui a donné avis de son adresse ou de son domicile élu, un avis le notifiant de renouveler sur le terrain attribué à son débiteur l'enregistrement du droit réel dont il apparaît être titulaire.

Mention de la présente loi est faite à l'index des immeubles en regard du terrain anciennement affecté par un droit réel et celui nouvellement attribué dans l'avis d'échange.

Cette mention opère radiation des inscriptions portées en regard du terrain anciennement affecté par un droit réel et prend effet lors du renouvellement fait conformément à l'article 26, à défaut, à l'expiration du délai qui y est prévu.

SECTION II

CONFECTION DES PLANS ET ÉTABLISSEMENT DES TITRES DE PROPRIÉTÉ

28. Lorsque la ville, dans le cadre de la présente loi, devient propriétaire d'un lot originaire ou de terrains suffisants pour une

utilisation à des fins agricoles, elle dépose auprès du ministre de l'Énergie et des Ressources un plan comportant l'annulation ou le remplacement de numéros de lots dont elle est propriétaire conformément à l'article 2174a et aux alinéas 1 à 5 de l'article 2174b du Code civil du Bas-Canada.

29. La ville peut généralement procéder à toute opération cadastrale au sens du paragraphe 7° de l'article 1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) en regard de tout terrain compris dans le territoire décrit en annexe au même titre que si elle en était propriétaire.

30. Toute opération faite en vertu des articles 28 et 29 doit être approuvée, au préalable, par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

31. Malgré le deuxième alinéa de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, dans tout document rédigé en vue d'acquérir la possession ou la propriété d'un terrain situé dans le territoire décrit en annexe, l'emploi d'une désignation semblable à celle qui apparaît dans le titre d'acquisition du propriétaire est réputée suffisante pour transférer à la ville le droit à la propriété de ce terrain.

Il en est de même, dans le cas où le propriétaire a aliéné, par titre enregistré, une partie de lot, si le document mentionne qu'il s'agit du résidu du lot ou de la partie de lot acquis par cette personne.

Dans le cas d'une partie du lot, la mention du numéro de ce lot et du numéro d'enregistrement du dernier titre d'acquisition inscrit à l'index des immeubles suffit sans qu'il soit nécessaire de désigner cet immeuble conformément à l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada.

32. Dans le cas où le propriétaire d'un terrain est une personne qui n'a pas de résidence ni de domicile connu au Québec, la déclaration établie par serment ou l'affirmation solennelle d'un exécuteur testamentaire, d'un ayant droit ou d'un mandataire à l'effet qu'il possède cette qualité et qu'il peut disposer de ce terrain est suffisante pour établir la capacité de cette personne de conférer à la ville ou à toute autre partie avec qui elle contracte un bon et valable titre sur les terrains ou les droits réels acquis ou consentis dans le cadre d'une opération de remembrement.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

33. La ville doit aviser le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de la reconstitution d'un lot ou de son remembrement de façon telle qu'il puisse être utilisé à des fins agricoles. Elle doit également transmettre copie de cet avis à la Fédération régionale de l'union des producteurs agricoles.

34. La ville peut, avec l'approbation préalable du ministre, louer ce lot pour des fins agricoles.

35. La ville peut, moyennant un préavis de trois mois adressé au locataire d'un terrain dont elle a acquis la propriété, résilier tout bail autre que celui consenti en vertu de l'article 34 sans aucune autre indemnité que celle découlant des travaux ou améliorations apportés par ce locataire.

36. La ville peut conclure avec le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation toute entente portant sur l'application de la présente loi ou des sections V à VII de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14).

37. Tout pouvoir que la présente loi confère à la ville peut être délégué au ministre ou à l'organisme que désigne le gouvernement.

38. Une entente conclue suivant le présent chapitre doit être publiée par le greffier de la ville de la même manière qu'un règlement municipal conformément à l'article 362 de la Loi sur les cités et villes.

39. Pour pourvoir aux dépenses occasionnées par une opération faite en vertu de la présente loi, la ville peut décréter un emprunt, affecter des deniers de son fonds général ou imposer une taxe spéciale qui doit être prélevée durant l'année qui suit la date à laquelle elle est imposée.

40. Les sommes provenant d'une aliénation ou d'une location de terrains faite en vertu de la présente loi, soustraction faite des coûts d'administration et d'entretien qui s'y rapportent, doivent être employées à l'extinction des engagements contractés par la ville en vertu de la présente loi.

L'excédent de ces deniers est porté au fonds général de la ville.

41. Un immeuble situé dans le territoire décrit en annexe et que la ville a acquis ou acquiert en vertu de l'article 536 de la Loi sur les cités et villes est réputé acquis pour les fins prévues par la présente loi.

L'article 539 de la Loi sur les cités et villes ne s'applique pas à un terrain situé dans le territoire décrit en annexe.

42. La Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) ne s'applique pas à un terrain qui fait l'objet d'une opération de remembrement effectuée conformément à la présente loi.

Mention doit être faite à l'acte, aux fins de l'article 9 de cette loi, qu'il s'agit d'une opération de remembrement effectuée conformément à la présente loi.

Aux fins du paragraphe *d* de l'article 17 de cette loi, un lot originaire reconstitué ou remembré conformément à la présente loi est réputé être une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement adopté en vertu de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14).

43. La Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., chapitre A-4.1) ne s'applique pas à un terrain qui fait l'objet d'un échange effectué conformément à la présente loi. Elle s'applique cependant dans le cas d'une acquisition par un non-résident d'un lot offert par la ville faite en vertu de l'article 33.

Mention doit être faite à l'acte, aux fins de l'article 24 de cette loi, qu'il s'agit d'une opération de remembrement effectuée conformément à la présente loi.

44. Une opération de remembrement n'opère aucun transfert nouveau au sens de l'article 14 de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., chapitre D-17) pour autant qu'au départ, les droits découlant de l'acte d'acquisition d'un terrain sujet à remembrement aient été payés ou que le paiement en soit différé ou qu'il y ait lieu à exonération.

Dans le cas où le paiement des droits est différé, l'obligation subsiste conformément à cette loi et toute stipulation d'hypothèque, le cas échéant, s'exerce de plein droit sur le terrain attribué par une opération de remembrement sans qu'il soit nécessaire pour le ministre du Revenu de procéder au renouvellement de cette hypothèque suivant l'article 26.

Un transfert fait en vertu de l'article 33 est assujetti à cette loi.

45. Un terrain situé à l'intérieur du territoire décrit en annexe et apparaissant aux plan et livre de renvoi comme chemin public, rue ou ruelle, parc ou terrain de jeu, passage pour piétons ou autre voie de circulation est déclaré être la propriété de la ville si aucune taxe foncière n'est acquittée pour ce terrain depuis au moins trois ans avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

La ville peut consentir un titre valide sur ce terrain.

L'annulation ou le remplacement de la numérotation cadastrale d'un chemin public, rue ou ruelle, parc ou terrain de jeu, passage pour piétons ou autre voie de circulation ou le dépôt de tout plan qui attribue, autrement que par subdivision, à ce lot ou à cette partie de lot une nouvelle numérotation sans référence à son affectation en confirme la désaffectation.

Toute réclamation est éteinte et prescrite si elle n'est pas exercée par action intentée devant la Cour supérieure dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la présente loi.

46. Malgré l'article 52.1 de la Loi sur l'expropriation, il est toujours loisible à la ville de se désister totalement ou partiellement d'une mesure prise dans le but de réaliser un remembrement, avant le paiement de la contrepartie exigible.

47. Malgré le deuxième alinéa de l'article 40, la ville peut, aux fins de l'exercice des pouvoirs que lui confère la présente loi, constituer un fonds spécial.

48. Toute clause restrictive contenue dans un acte de vente enregistré dans la division de Chambly le 4 juin 1974 sous le numéro 405844 concernant une partie des lots 126 et 127 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hubert, division d'enregistrement de Chambly, à l'effet que ces immeubles ou parties de ceux-ci ne peuvent être utilisés qu'à un usage restreint pour des fins commerciales et qui constitue une servitude conventionnelle grevant ces immeubles ou partie de ceux-ci est annulée dans tout contrat ou titre quelconque relatif à ces emplacements.

S'il est une personne qui, sans le présent article, aurait pu réclamer en justice quelque droit réel sur la totalité ou quelque partie des immeubles visés dans cet article, sa réclamation est convertie en une réclamation personnelle contre la ville pour un montant égal à la valeur de tel droit réel calculé à la date de la sanction de la présente loi.

Une telle réclamation sera prescrite le même jour que l'aurait été la réclamation du droit réel dont elle tient lieu si elle n'avait pas été ainsi convertie; le montant de cette réclamation non plus que la réclamation elle-même ne constituera un droit réel ou une charge sur ces lots ou l'une quelconque de leurs parties, le tout sans préjudice aux recours en garantie du propriétaire actuel ou de ses ayants droits contre toute personne pouvant être tenue au paiement d'une telle réclamation.

L'enregistrement d'une copie conforme de la présente loi se fait par dépôt.

À cette occasion, le registrateur de Chambly inscrit en marge de l'acte enregistré dans sa division d'enregistrement sous le numéro 405844: « Servitude annulée par la loi enregistrée sous le numéro... ».

49. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

ANNEXE

Un territoire situé à l'intérieur des limites actuelles de la municipalité de la ville de Saint-Hubert, municipalité régionale de comté de Champlain, et pouvant spécifiquement être décrit comme suit:

Une première partie de ce territoire comprenant, en référence aux cadastres de la paroisse de Saint-Hubert et de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville, division d'enregistrement de Chambly, tous les lots ou parties de lots, blocs ou parties de blocs et leurs subdivisions présentes et futures, renfermés à l'intérieur des limites suivantes, à savoir:

partant d'un point « A » situé à l'intersection de la ligne séparative des lots 7 et 8 du cadastre de la paroisse de Saint-Hubert avec la limite Nord-Ouest de la municipalité de la ville de Saint-Hubert; de ce point dans des directions générales Nord-Est, Sud-Est puis Sud-Ouest, suivant les irrégularités de ladite limite municipale, jusqu'au point « B » situé sur la limite Sud-Est de la municipalité, au Sud-Ouest de la ligne séparant les lots 229 et 230 du cadastre de la paroisse de Sainte-Famille-de-Boucherville, à une distance de cinquante mètres (50 m) mesurée suivant la limite municipale à partir de la ligne séparative desdits lots; de ce point, vers l'Ouest, suivant une ligne droite jusqu'au point « C » situé à cent cinquante mètres (150 m) au Sud-Ouest de la ligne séparant le cadastre de la paroisse de Saint-Hubert du cadastre de la paroisse de Boucherville et à trois cent cinquante mètres (350 m) au Nord-Ouest de la limite Sud-Est de la

municipalité de la ville de Saint-Hubert; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant une ligne parallèle à la ligne séparant lesdits cadastres jusqu'à son intersection avec la limite Est de l'emprise de la route de l'Aéroport, soit le point «D»; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant ladite limite de l'emprise et son prolongement jusqu'à la limite Nord-Ouest de l'emprise du chemin de la Savane, soit le point «E»; de ce point, vers le Sud-Ouest, suivant ladite limite de l'emprise jusqu'à la limite Sud-Ouest du lot 7 du cadastre de la Paroisse de Saint-Hubert, soit le point «F»; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant la ligne Sud-Ouest dudit lot jusqu'au point de départ «A».

Une deuxième partie de ce territoire comprenant, en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Hubert, division d'enregistrement de Chambly, tous les lots ou parties de lots, blocs ou parties de blocs et leurs subdivisions présentes et futures, renfermés à l'intérieur des limites suivantes, à savoir:

partant d'un point «G» situé à l'intersection de la limite Sud-Ouest du cadastre de la paroisse de Saint-Hubert avec la limite Nord-Ouest de l'emprise de l'autoroute no. 30; de ce point, vers le Nord-Est, suivant ladite limite de l'emprise jusqu'à la limite Sud-Ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National, soit le point «H»; de ce point, vers le Sud-Est, suivant ladite limite de l'emprise jusqu'à son intersection avec le prolongement vers le Sud-Ouest de la ligne séparative des lots 100 et 101, soit le point «I»; de ce point, vers le Nord-Est, suivant ledit prolongement puis la ligne séparative desdits lots sur une distance de deux cents mètres (200 m), soit le point «J»; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant une parallèle à la ligne Sud-Ouest du lot 101 jusqu'à la ligne Nord-Ouest du lot 101, soit le point «K»; de ce point, vers le Nord-Est, suivant la ligne Nord-Ouest dudit lot et son prolongement jusqu'à la limite Sud-Ouest de la concession côté Nord-Est du chemin de Chambly, soit le point «L»; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant ladite limite jusqu'à son intersection avec la limite Nord-Ouest de l'emprise de l'autoroute no. 30, soit le point «M»; de ce point, vers le Nord-Est, suivant ladite limite de l'emprise jusqu'à la limite Nord-Ouest de la municipalité de la ville de Saint-Hubert, soit le point «N»; de ce point, vers le Nord-Est, le Sud-Est puis le Sud-Ouest, suivant les limites de ladite municipalité jusqu'à la limite Nord-Est de la concession côté Sud-Ouest du chemin de Chambly, soit le point «O»; de ce point, vers le Nord-Ouest, suivant ladite limite jusqu'à la ligne Sud-Est du lot 91, soit le point «P»; de ce point, vers le Sud-Ouest, suivant la ligne Sud-Est dudit lot et son prolongement jusqu'à la limite Sud-Ouest de l'emprise du chemin de fer Canadien National, soit le point «Q»; de ce point, vers le Sud-Est, suivant ladite limite de l'emprise jusqu'à la limite Sud-Est de la municipalité de la ville de Saint-Hubert, soit le point «R»; de ce point, dans une direction générale Sud-Ouest puis

Nord-Ouest, suivant les limites de ladite municipalité jusqu'au point de départ « G ».